

## Les Quartiers Nord de Marseille dans la Métropole Aix-Marseille-Provence

Les Quartiers Nord de Marseille, avec leur mauvaise réputation, la délinquance et la violence que les médias excellent à mettre en exergue, sont devenus un véritable repoussoir pour la construction de la Métropole Aix-Marseille-Provence, grand **trou noir** au cœur de l'agglomération (3°, 13°, 14°, 15°, 16° ards, auxquels il faut rajouter partie de la Gavotte et de Septèmes). Certains redoutent tout ce que cela va coûter à la Métropole pour les remettre à niveau, d'autres craignent l'effet de contagion qu'ils vont exercer sur leurs voisins. Comme si l'on pouvait mettre une muraille entre eux et le reste de l'agglomération ! Il va bien falloir, cependant, "banaliser" ces quartiers et peut-être commencer par revoir ce qui s'est fait depuis plus de 30 ans pour en tirer les leçons et, essayer de corriger les dérives qui se sont installées.

### Un peu d'histoire

#### 1- Première phase : de 1980 à 1995

Historiquement, Gaston Defferre ne s'intéresse pas vraiment à ces quartiers. Votant communiste, ils sont, pour lui, un point de fixation peu dangereux. Il en profite pour y reléguer les entreprises polluantes, y transférer les bidonvilles du Sud, les logements des plus pauvres, notamment des copropriétés vite dégradées.

Un tournant majeur se profile en 1980 : suite à une bavure policière et un début d'émeutes, G. Defferre prend conscience du caractère explosif de ces quartiers et crée une "**mission ZUP**", amorce de la future "politique de la ville" : parallèlement à la réhabilitation/rénovation physique des grandes cités et ensembles HLM qui se poursuit, un travail est entrepris dans les vieux noyaux villageois existants et surtout c'est tous les services publics ou sociaux (avec le développement des services de proximité), toute une démarche environnementale, qu'il faut construire ou animer.

Selon le mot de Gilbert Bonnemaïson, premier Pdt du Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD) de 1983 à 1987, il faut ajouter au **hard de la réhabilitation lourde, le soft de l'animation sociale, économique, culturelle**. C'est dans cet esprit que sera désormais conduite la politique des Quartiers, au moins jusqu'en 1995.

Dès 1980, Lucien Weygand, adjoint aux Affaires Sociales, décide de les reconquérir socialement (il sera élu maire des 13/14 en 1983, P.Rastoin lui succèdera en 1989), il entreprend l'équipement social, culturel, sportif, de ces 2 ards ; ce maillage sera poursuivi, développé, financé jusqu'en 1995. Robert Vigouroux, élu Maire en 1986, continue, en effet, cette politique. En 1989, la présence de deux maires de son équipe (P. Rastoin et L. Vassal) à la tête des 13/14 et des 15/16, lui permet d'encourager ces 2 maires à travailler ensemble.

Le bilan qui peut être fait, en 1995, est éloquent :

- 22 Centres d'animation de quartier,
- une dizaine de Centres de loisirs sans hébergement (CLSH),
- une quinzaine de Centres Sociaux,
- 3 Points sports sensibilisent les jeunes à la pratique sportive, les initient aux sports de combats, suscitent la création d'équipes de quartiers. Le superbe complexe sportif de la Martine, dans le 15<sup>ème</sup>, est décidé en 1989 et rapidement mis en service.
- quant au domaine **culturel** : outre le théâtre du Merlan, devenu scène nationale, et la bibliothèque du Merlan (tous deux situés dans le Centre Commercial du Merlan), se crée et se développe l'Espace Culturel de la Busserine qui donne naissance à des troupes (Théâtre de la Mer) et à une animation décentralisée l'été dans les cités (La Guinguette)... Pour la musique, à la Cité Jean Jaurès, est monté un studio de répétition et d'enregistrement (le groupe *I am* en est issu). Est

décidée et menée rondement la création du véritable Pole culturel de l'Alhambra dans le 16<sup>ème</sup>.

- des équipements nouveaux voient le jour (petits stades de proximité, Musée de la Moto avec ateliers de réparation ouverts aux jeunes du quartier de Malpassé...)
- est créée sous l'égide de la ville, l'Aide au Travail Scolaire Personnalisé, ATSP, qui encadre, avec l'aide d'étudiants, plus de 2.000 enfants, dans les quartiers difficiles.

Le domaine économique n'est pas oublié :

- en collaboration avec les organismes HLM, sont fondées 3 Régies de Quartier, dont la Régie 13/14, la 1<sup>ère</sup> de France, avec 120 employés, au début des années 90.
- Des entreprises d'insertion, aidées et hébergées par les HLM dans des rez-de-chaussée désaffectés, permettent de donner du travail à de nombreux jeunes.
- La Fondation FACE (Martine Aubry) s'installe et aide à la création d'entreprises.
- Il ne faut pas oublier deux Missions Locales autonomes, localisée en plein centre des 14<sup>°</sup> et 15<sup>°</sup>, aux Flamants et à la Calade. Elles veillent, notamment, à ce que la clause d'insertion soit bien inscrite dans les nouveaux appels d'offres.

Tous ces équipements favorisent la création d'associations, de clubs divers, d'équipes sportives, permettant un vrai maillage de toute cette animation.

**Ces réalisations laissent entrevoir que ces 4 arrondissements peuvent vraiment redevenir des quartiers de ville banalisés. Et il est, même, permis alors de penser que le calme relatif qui y règne (alors que tant de grandes villes sont secouées par de véritables émeutes) n'est pas dû qu'à l'économie parallèle...**

### 2- Le grand trou noir, de 1995 à 2003 :

Un tournant, dramatique, en 1995. Les 4 arrondissements du Nord se retrouvent dans l'opposition municipale, ils n'intéressent plus guère la nouvelle municipalité dirigée par JC. Gaudin qui se focalise sur le Sud qui "vote bien" !

Toutefois, la décision de R. Vigouroux de créer Euroméditerranée s'était accompagnée de celle de lancer un grand programme urbain (GPU) sur les ards du Nord. Effectivement, le GPU va poursuivre, dans les noyaux villageois des 15/16 et les grands ensembles, la politique de rénovation "lourde", bien visible à l'échéance des renouvellements électoraux, mais il se limite à cette politique-là, négligeant le **soft**, nécessairement à échéance longue et qu'on ne remarque guère.

Bien des équipements sociaux périssent ou ferment. Surtout l'extraordinaire maillage qui faisait la vie commune de ces quartiers s'effiloche. Les Régies de Quartier s'étiolent, disparaissent pour certaines.

### 3- Marseille Rénovation Urbaine, à partir de 2003

Le GPU se transforme, en 2003, en **Groupe d'Intérêt Public pour le Grand Projet de Ville**. Partenariat public, renommé **Marseille Rénovation Urbaine (MRU)** en 2012, il rassemble l'Etat, la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine MPM, le Conseil Général, le Conseil Régional, la ville de Septèmes-les-Vallons, l'Association Régionale des Organismes HLM et la Caisse des Dépôts et Consignations. Son financement sera commun, largement soutenu par l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) pour plus du quart.

Les sommes dégagées sont considérables, du jamais vu : près de **1.000 Millions €**, investis ou programmés dans 14 quartiers ("quartiers nord" et "centre nord")

Mais ses trois missions :

- pilotage stratégique des projets de renouvellement urbain,
  - mutualisation des financements de projets,
  - management et coordination des projets,
- couvrent, en fait, essentiellement des projets "**hard**", création de voiries, démolition de grands ensembles, certes vétustes et leur remplacement sur place ou ailleurs, des

locaux pour activités (Malpassé). Le MRU est tourné vers la rénovation urbaine beaucoup plus que vers le "*soft*". L'animation des quartiers, capitale pourtant pour en assurer la durée, est laissée à des mairies de secteur, d'opposition, qui n'ont plus les moyens de l'assurer. Mais, pour la Municipalité, il faut que les travaux se voient, que des grues se dressent (politiquement c'est bon !). Le vrai problème se trouve dans le décalage des échéances. Les grands travaux d'aménagement, le *hard*, peuvent être décidés, étudiés, réalisés, à l'échelle d'une municipalité de 5 ans et, surtout, ils sont bien visibles. Par contre, pour permettre aux populations, existantes ou nouvelles, de vivre normalement, comme dans tout quartier de ville, le gros investissement social, le *soft*, n'est pas rentable politiquement.

#### 4- Le contrat Urbain de cohésion Sociale- CUCS

Héritier de la vieille procédure DSQ de la Politique de la Ville des années 90, également sous forme de **GIP**, il couvre sept quartiers dans le Nord et développe plusieurs thèmes (Habitat, cadre de vie- Emploi, insertion, formation- réussite éducative- Prévention de la délinquance- santé- culture), avec une équipe dédiée par quartier. Avec des moyens sans commune mesure avec ceux du MRU, des équipes mal démultipliées par des associations en grande difficulté, il se retrouve incapable d'assurer le *soft* indispensable. L'insécurité, la violence, deviennent chroniques, l'économie parallèle (elle a toujours existé plus ou moins clandestinement) se développe au grand jour, le chômage des jeunes bat tous les records (il atteint 50% dans le 14<sup>ème</sup> ardt !), les grands ensembles, particulièrement les grandes copropriétés, se dégradent de plus en plus, faute d'entretien.... Des familles en détresse (le nombre de familles monoparentales, avec mère seule, est considérable, 25% des foyers), sont mal suivies par l'encadrement social. Une jeunesse, livrée à elle-même, "décroche" bien souvent de l'école (près de 40% de la population de plus de 15 ans y est sans diplôme !). L'aide municipale au travail scolaire s'est quasi interrompue.

En 1997, s'ouvre, à St-Louis, l'Ecole de la deuxième Chance (avec l'aide puissante d'Edith Cresson, commissaire européen). Et on se rend vite compte que l'accroissement record de "décrocheurs" et donc d'échecs scolaires, rendrait indispensable l'ouverture d'au moins deux nouvelles Ecoles de la deuxième chance. La jeunesse, chance de ces quartiers, en devient le problème majeur !

**Les Quartiers Nord, réservoir d'insécurité pour toute l'agglomération, deviennent le repoussoir de Marseille dans la création de la Métropole**

#### Que faire ?

Devant l'état où ils se trouvent et l'importance de l'enjeu, il est évident que la situation de ces quartiers, dont l'insécurité est devenue une affaire nationale, ne pourra être améliorée sensiblement sans une action soutenue, coordonnée, longue, des pouvoirs publics, en collaboration avec les responsables locaux.

Et elle est d'autant plus nécessaire, pourtant, qu'il y a une floraison d'initiatives privées, éducatives, sociales, culturelles, économiques, ouvertes largement à tous (comme le Rocher dans le 15<sup>ème</sup>, Marseille-solutions, dans le 14<sup>ème</sup>, Massabielle dans le 13<sup>ème</sup>) qui font un travail d'animation exceptionnel dans ces quartiers difficiles, mais il n'y a personne pour les piloter, coordonner, mettre en synergie. Et je n'évoque que pour mémoire toutes les entreprises de la zone de Château-Gombert ou celles rassemblées dans Cap au Nord.

Les limites d'une démarche presque exclusivement *hard*, menée jusqu'à aujourd'hui, deviennent évidentes (le dommage c'est que les deux GIP, MRU et CUCS, se retrouvent avec une Présidente et une Vice-présidente communes et qu'on aurait pu en espérer une meilleure coordination !).

Il devient indispensable d'élargir la démarche du MRU, quitte à mieux répartir la "manne" restante, à tout l'environnement social, éducatif, culturel, le *soft*. **Ce travail en profondeur sur la population est une opération de longue durée, incompatible avec la situation politique locale qui va connaître, jusqu'en 2020, des bouleversements majeurs (mise en place de la métropole en 2016, élection des conseillers métropolitains au suffrage universel en 2020). Il est très prévisible qu'elle ne sera pas engagée et tout sera à recommencer !**

Le "personnel politique" local, décrédibilisé (l'absentéisme aux élections bat tous les records) n'est guère préparé à la mutation profonde qui nous est imposée par des circonstances de plus en plus prégnantes et qui risquent de nous valoir une méga explosion que notre agglomération a pu éviter jusqu'à aujourd'hui.

L'Etat a bien compris l'intérêt majeur pour la France d'avoir, en bord de Méditerranée, une Métropole active, pacifique, dynamique, il doit alors s'investir beaucoup plus directement dans cette action que je qualifie de *soft*.

Il dispose déjà d'une OIN (Euroméditerranée), de deux GIP... Sans, surtout, intervenir de façon législative, il peut, par voie réglementaire, en modifier l'objet, l'emprise, en fusionner certains éventuellement, sachant que si l'on peut laisser les opérations lourdes, de moyen terme, aux collectivités territoriales, l'Etat doit se réserver le long terme, sous une forme ou une autre, mission de préfiguration ou mission métropole, en y associant les élus bien sur, pour mettre en place l'outil métropole, à remettre aux élus en 2020, ou à la rigueur en 2016.

**En fait, il s'agit, comme cela fut initié, au tournant des années 80, dans les grands ensembles HLM en rénovation, de donner à la Mission une fonction de *Maitrise d'œuvre sociale*, un pilotage, d'un genre nouveau à l'échelle de ces quartiers.**

Il faudra donner aux élus des "os à ronger", ne pas leur faire perdre la face, jouer sur l'opinion publique. C'est d'autant plus faisable, avec la répartition *soft/hard*, que la population est plus sensible au *hard* qu'au *soft* et que les élus sont beaucoup plus attachés à conserver une certaine marge de manœuvre sur le *hard*, bien visible.

Aux responsables administratifs, à commencer par la mission métropole, appuyée sur les commissions qu'elle a créées, de déterminer les compétences à laisser aux élus et celles à réserver à la Puissance Publique (sans oublier de remettre une vraie police de proximité). En fonction de la liste de compétences à répartir entre collectivités territoriales et Etat, sera étudiée la répartition des compétences et des statuts à donner aux divers établissements publics (OIN, GIP,...) déjà en place.

Les sondages d'opinion montrent que la population, par ses forces vives surtout, est massivement d'accord sur la grande métropole (surtout si elle fusionne avec le Conseil Général) alors que les élus, presque unanimes, la refusent. C'est, donc, au gouvernement d'agir, avec diplomatie et intelligence, en utilisant l'opinion publique. Cela exige, bien sur, une vraie politique de communication vis-à-vis de la population et de toutes ses forces vives.

24 Avril 2014

Pierre RASTOIN

Ancien Maire des 13<sup>o</sup>/14<sup>o</sup> Ardts de Marseille

Ancien Président de l'OPAC HMP

Président d'ESIA (France Active), financeur solidaire pour l'emploi